

À BIEN Y PENSER

La FTQ considère antisyndical et antidémocratique le projet de loi du gouvernement fédéral instaurant une règle de 50 % pour le maintien de l'accréditation syndicale, mais considère la même règle parfaitement acceptable pour la séparation du Québec.

— Donat Archambault

DÉBATS



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE
À l'approche de Noël, ceux qui espéraient que le gouvernement actuel soit plus cohérent avec ses promesses électorales que les précédents doivent, une fois de plus, accepter que le temps des miracles n'est pas encore venu en politique québécoise.

Il n'y aura pas de miracle

Le cynisme des citoyens envers la politique n'est pas près de se dissiper



KHALID ADNANE
Economiste à l'École
de politique appliquée,
Université de Sherbrooke

La féerie de Noël approche à grands pas et, visiblement, encore cette année, il n'y aura pas de miracle: le cynisme des citoyens envers la politique n'est pas près de se dissiper!

Les promesses

Remontons quelques mois plus tôt. Le 10 février 2014, trois semaines avant le déclenchement de la campagne électorale, le Parti libéral du Québec, représentant l'opposition officielle, critiquait la stratégie du gouvernement péquiste. À ses yeux, ses compressions trop hâtives nuisaient à l'économie du Québec et brisaient son élan. De plus, il se portait à la défense du contribuable à qui, selon lui, il fallait donner un répit.

Cette vision était exprimée sans ambiguïté dans un point de presse à l'Assemblée nationale: « On n'exigera aucune hausse d'impôt ou de taxes dans le prochain budget. Ça prend absolument un répit pour le contribuable. On demande également des mesures pour stimuler l'emploi. [...] Et on demande également un plan crédible de retour à l'équilibre

budgétaire en protégeant la santé, en protégeant l'éducation et en protégeant également le contribuable. » Visiblement, bien des choses ont changé, neuf mois plus tard!

Volte-face!

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral a d'abord exigé des compressions majeures du réseau de l'éducation, autant au niveau des universités et des cégeps que des commissions scolaires. De plus, sur le plan de la santé, une restructuration majeure est en cours. Elle se traduira aussi par des coupes substantielles dans le budget du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Visiblement, bien des choses ont changé, neuf mois plus tard!

Mais, dans ce processus de redressement budgétaire, si l'on additionne les mesures prises depuis l'été dernier avec celles contenues et annoncées dans la mise à jour économique plus tôt cette semaine, c'est surtout le contribuable qui aura été le plus durement touché. Celui-ci étant le dernier au bout de la chaîne (de pelleting), c'est à lui qu'on reflètera

la facture, que ce soit dans le cas des réductions de transferts vers les municipalités ou des réductions des budgets des commissions scolaires. Il en va de même pour les nouvelles mesures fiscales qui toucheront les institutions financières ou les entreprises pétrolières.

L'argument

Le gouvernement pourra toujours arguer que les finances publiques étaient dans un plus piètre état que prévu, prétexte devenu un classique dans l'étape de transition des pouvoirs entre gouvernements. Il pourra aussi invoquer l'urgence de redresser la situation budgétaire du Québec, apparemment sous surveillance par les marchés.

Mais, au-delà de cette rhétorique, qu'ils comprennent très bien, ce que les citoyens vont retenir, c'est qu'une fois de plus, il y a un décalage gigantesque entre les promesses formulées par les partis politiques pendant les campagnes électorales et les volte-face effectuées par ces derniers une fois portés au pouvoir.

La féerie de Noël a beau approcher à grands pas, encore cette année, il n'y aura pas de miracle: le cynisme des citoyens envers la politique n'est pas près de se dissiper!

C'est triste, mais au fait, qui peut les en blâmer?